

N° 4571.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Accord concernant l'application du moratoire allemand des transferts à l'égard des créanciers suédois (Accord sur les dettes privées).
Signé à Stockholm, le 28 octobre 1938.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 22 mai 1939.

GERMANY AND SWEDEN

Agreement concerning the Application of the German Transfer Moratorium in relation to Swedish Creditors (Private Debts Agreement). Signed at Stockholm, October 28th, 1938.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration took place May 22nd, 1939.

Artikel 4.

Die Königlich Schwedische Regierung verpflichtet sich, während der Dauer dieses Abkommens keine Abwehrmassnahmen aus Anlass der Durchführung des deutschen Transfermoratoriums zu ergreifen.

Geschehen in Stockholm am 28. Oktober 1938.

Für die Königlich Schwedische Regierung :

Rickard SANDLER.

Für die Deutsche Regierung :

Wiktor Prinz zu WIED.

Dr. WALTER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 17 mai 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

TRADUCTION.

N^o 4571. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS CONCERNANT L'APPLICATION DU MORATOIRE ALLEMAND DES TRANSFERTS A L'ÉGARD DES CRÉANCIERS SUÉDOIS (ACCORD SUR LES DETTES PRIVÉES). SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 28 OCTOBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus des dispositions ci-après au sujet de l'application du moratoire allemand des transferts à l'égard des créanciers suédois :

Article premier.

Les créances visées par le moratoire allemand des transferts, venant à échéance entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1939 et appartenant à des créanciers suédois au sens de l'article 2 du présent accord, au titre de revenus de capitaux (intérêts, dividendes, loyers, fermages et autres prestations périodiques analogues), et pour lesquelles des versements ont été effectués à la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes, seront réglées conformément aux dispositions ci-après :

Article 2.

1. Aux termes du présent accord, on entend par « créanciers suédois » les ressortissants suédois, y compris les personnes morales, ayant leur domicile ou siège permanent en Suède, ainsi que les personnes physiques ne possédant pas la nationalité suédoise, mais qui avaient déjà leur domicile permanent en Suède à la date du 1^{er} juillet 1933. Toutefois, le présent accord ne vise que les créanciers suédois qui étaient, à la date du 15 juin 1934, propriétaires des valeurs ou des créances visées à ce moment par le moratoire allemand des transferts ou qui n'ont acquis qu'après cette date, de créanciers

TRANSLATION.

No. 4571. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE APPLICATION OF THE GERMAN TRANSFER MORATORIUM IN RELATION TO SWEDISH CREDITORS (PRIVATE DEBTS AGREEMENT). SIGNED AT STOCKHOLM, OCTOBER 28TH, 1938.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT have agreed upon the following provisions concerning the application of the German transfer moratorium in relation to Swedish creditors :

Article 1.

Claims of Swedish creditors within the meaning of Article 2 of the present Agreement falling due within the period January 1st to December 31st, 1939, and coming under the provisions of the German transfer moratorium, being claims in respect of income derived from capital (interest, dividends, rents in respect of ordinary or usufructuary leases, or other similar recurrent claims) in respect of which payments have been made into the Conversion Office for German Foreign Debts shall be discharged in the manner hereinafter provided :

Article 2.

(1) For the purposes of the present Agreement, the term " Swedish creditors " shall be deemed to mean Swedish nationals, including legal persons, who are permanently domiciled or have a permanent headquarters in Sweden, together with natural persons who, not being Swedish nationals, were permanently domiciled in Sweden on July 1st, 1933 ; but only such Swedish creditors shall come under the provisions of this Agreement as were on June 15th, 1934, the owners of securities or titulars of claims which on that date came under the provisions of the German transfer moratorium,

suédois, des valeurs ou des créances qui appartenaient le 15 juin 1934 à des créanciers suédois. Pour autant qu'il s'agit de créances de créanciers suédois sur des débiteurs qui avaient leur domicile ou siège permanent dans le territoire de l'ancien Etat fédéral d'Autriche avant le retour de l'Autriche au Reich allemand, la date de rigueur pour l'acquisition des titres ou des créances est le 12 mars 1938.

2. La qualité de propriétaire ou de créancier n'appartient pas aux personnes auxquelles les coupons d'intérêts ou de dividendes, ou les créances d'intérêts, n'ont été cédés qu'aux fins de perception ou auxquelles les valeurs et les créances n'ont été remises qu'à titre de garantie (gage).

3. La réglementation prévue par le présent accord s'applique également aux revenus de valeurs acquises sur le produit de la vente de bons d'impôt distribués aux ayants droit depuis le 1^{er} juillet 1938, conformément aux dispositions relatives à l'achat obligatoire de fonds d'Etat (*Anleihestock*), pour autant que les revenus des titres ou autres créances qui donnent lieu à cette distribution jouissent eux-mêmes de faveurs de transfert en vertu des dispositions du présent accord.

4. Les créanciers suédois qui échangent des titres remplissant les conditions prévues par le présent accord contre d'autres titres allemands détenus par un créancier non suédois pourront se prévaloir des avantages du présent accord pour les titres acquis en échange, si de ce fait les obligations allemandes en matière d'intérêts visées par le présent accord ne se trouvent pas aggravées. La même règle est applicable lorsque des titres allemands sont remboursés et que le créancier suédois acquiert d'autres titres allemands avec les avoirs bloqués (*Wertpapiersperrgut*) auxquels ces remboursements ont donné naissance.

5. Le « Clearingnämnd » s'assurera par un contrôle rigoureux que les conditions de personne et de temps prévues pour l'application du présent accord sont remplies. Le Gouvernement royal suédois portera à la connaissance du Gouvernement allemand les dispositions édictées à cet effet. Si le Gouvernement allemand signale

or acquired the ownership thereof after June 15th, 1934, from Swedish creditors in whose ownership they were on June 15th, 1934. In the case of claims of Swedish creditors on debtors who were permanently domiciled or had a permanent headquarters in the territory of the former Federal State of Austria before the reunion of Austria with the German Reich, the relevant date for the establishment of title shall be March 12th, 1938.

(2) The expression " owners of securities or titulars of claims " shall not be deemed to include parties to whom interest or dividend coupons or interest claims have been made over solely for collection or to whom securities or claims have been made over solely as security (collateral).

(3) The provisions of the present Agreement shall further be applicable to income from capital in the form of proceeds from the sale of taxation credit certificates distributed after July 1st, 1938, in satisfaction of accumulated dividend claims under the regulations in execution of the Dividends Limitation Law (*Anleihestockgesetz*), in so far as the income from the securities or claims concerned, in respect of which the distribution of taxation credit certificates takes place, is itself entitled to transfer priority under the terms of the present Agreement.

(4) Swedish creditors exchanging securities to which the conditions of the present Agreement are applicable for other German securities in the possession of non-Swedish creditors shall be entitled to the benefit of the present Agreement in respect of the securities received in exchange, provided no increase in the volume of the German interest liabilities to which the present Agreement relates is thereby involved. Similarly, where German securities in the possession of Swedish creditors come up for redemption, the Swedish creditors shall be entitled to the benefit of the present Agreement in respect of other German securities acquired by them out of the blocked securities credit balances (*Wertpapiersperrgut*) arising as a result of such redemption.

(5) The " Clearingnämnd " shall take steps to ensure strict compliance with the conditions attaching to the present Agreement in regard to status of applicants and date of applications. The Royal Swedish Government shall communicate to the German Government the regulations issued in this connection. Should the

au Gouvernement royal suédois certains cas dans lesquels on a la certitude ou de bonnes raisons de soupçonner que l'on revendique les avantages du présent accord pour des titres ou des créances qui ne répondent pas aux conditions de cet accord, le Gouvernement royal suédois ouvrira l'enquête nécessaire et prendra les mesures appropriées pour prévenir ces abus ou, si possible, en annuler les effets.

Article 3.

1. Les créanciers suédois, sur leur demande, recevront, en couronnes suédoises, sur les sommes devenues disponibles à cet effet dans le trafic de compensation, 50 % de leurs revenus de capitaux mentionnés à l'article premier et versés à la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes.

2. Toutefois les sommes en couronnes à payer :

a) Dans le cas d'intérêts, de dividendes ou de distributions de bénéfices, calculés sur la base d'un capital déterminé, ne dépasseront pas annuellement, au total, un montant égal à 4 % de ce capital ; et

b) Lorsque le créancier aura abaissé de son propre gré le taux d'intérêt d'un crédit courant, ou lorsqu'un crédit venu à échéance aura été prolongé, conformément aux dispositions générales de la législation allemande, jusqu'à une date déterminée, ou aura été transformé en un nouveau crédit, elles s'élèveront annuellement, au total, à 2 ½ % au moins de ce capital, sans dépasser toutefois le montant des intérêts versés. Le taux minimum de 2 ½ % ne s'appliquera toutefois pas aux avoirs bloqués ni aux créances venues à échéance que le créancier laisse subsister sous forme de prêt au jour le jour.

En ce qui concerne les loyers et fermages, ainsi que les distributions de bénéfices qui ne sont pas calculés sur la base d'un capital déterminé, cette limite maximum et minimum mentionnée à *a)* et *b)* ne s'applique pas au transfert.

3. Du fait de l'acceptation des paiements en couronnes, les créances de revenus se trouvent réglées intégralement.

4. Si les créances de revenus sont libellées en couronnes suédoises, la reconversion en cou-

German Government notify the Royal Swedish Government of cases in which there is sure evidence or reasonable presumption that the benefit of the present Agreement is being claimed for securities or claims which fail to comply with the conditions attaching to the present Agreement, the Royal Swedish Government shall make the necessary enquiries and take appropriate steps to prevent such abuses from occurring or to undo them, wherever possible, when they have occurred.

Article 3.

(1) Swedish creditors shall be entitled on demand to receive in Swedish crowns, out of the sums accruing under the clearing, a portion not exceeding 50 per cent of the income from capital to which Article 1 relates, in respect of which payments have been made into the Conversion Office for German Foreign Debts.

(2) The sums payable in crowns :

(a) In the case of interest, dividends or other distribution of profits calculated on the basis of a given capital, shall not exceed in any given year a total sum equivalent to 4 per cent of the said capital, and

(b) In cases where the creditor has of his own accord reduced the interest rate of a current debt, or where a claim falling due is extended to a given date or converted into a new claim under the current operation of the general German regulations, shall total not less than 2 ½ per cent of the capital in any given year, but shall not exceed the amount of the interest paid into the Conversion Office, provided always that the minimum of 2 ½ per cent shall not be applicable to blocked credit balances or to claims falling due which the creditor leaves unclaimed as day-to-day loan money.

In the case of rents in respect of ordinary or usufructuary leases, as also in the case of distribution of profits not calculated on the basis of any given capital, the maximum and minimum limits for which sub-paragraphs *(a)* and *(b)* provide shall not be applicable to the transfer of the said rents or profits.

(3) Acceptance of payments in crowns shall constitute a full and final discharge of current interest claims.

(4) Where interest claims are denominated in Swedish crowns, the reconversion into

ronnes suédoises des versements effectués en reichsmarks sera opérée au même cours que celui qui a servi, lors du versement, à la conversion en reichsmarks de l'obligation en couronnes suédoises.

5. Lorsque les créances de revenus sont libellées en une autre monnaie que la couronne suédoise ou le reichsmark, le montant en couronnes à payer sera calculé au cours officiel moyen coté à Berlin le jour ouvrable qui a précédé le versement à la Caisse de conversion.

6. Si les créances de revenus sont libellées en reichsmarks, le montant en couronnes à payer sera calculé au cours officiel moyen coté à Berlin le jour ouvrable qui précède immédiatement le jour auquel le service suédois compétent a reçu du créancier la demande de paiement en couronnes.

7. Si le créancier ne fait pas usage des possibilités du présent accord de transfert dans un délai de six mois commençant à courir à la date à laquelle la Caisse de conversion l'avise du versement opéré en sa faveur, mais au plus tôt à la date de l'échéance de la créance, il ne pourra plus se prévaloir des droits que lui confère ledit accord. Les droits contractuels du créancier ne sont pas affectés de ce fait.

Article 4.

Le Gouvernement royal suédois s'engage, pendant la durée de validité du présent accord, à ne prendre aucune mesure de défense motivée par l'application du moratoire allemand des transferts.

Fait à Stockholm, le 28 octobre 1938.

Pour le Gouvernement royal suédois :
Rickard SANDLER.

Pour le Gouvernement allemand :
Wiktor Prinz zu WIED.
Dr WALTER.

Swedish crowns of the payments made in Reichsmarks shall be at the same rate as that at which the Swedish crown liability was converted into Reichsmarks at the time of payment.

(5) Where interest claims are denominated in a currency other than the Swedish crown or Reichsmark, the amount payable in crowns shall be calculated at the middle official rate quoted in Berlin on the working day preceding the payment into the Conversion Office.

(6) Where interest claims are denominated in Reichsmarks, the amount payable in crowns shall be calculated at the middle official rate quoted in Berlin on the working day immediately preceding the day on which application was made by the creditor to the competent Swedish authority for payment in crowns.

(7) Creditors failing to avail themselves of the facilities for which the present transfer Agreement provides within a period of six months from the date on which the Conversion Office notifies the crediting of the payments received (not being a date earlier than that on which the interest claims begin to run) shall no longer be entitled to the benefit of the said Agreement, without prejudice always to their contractual rights.

Article 4.

The Royal Swedish Government undertakes, during the period of validity of the present Agreement, not to have recourse to any defensive measures by reason of the application of the German transfer moratorium.

Done at Stockholm, the 28th day of October, 1938.

For the Royal Swedish Government :
Rickard SANDLER.

For the German Government :
Wiktor, Prinz zu WIED.
Dr. WALTER.